Cahier de doléances du Tiers État d'Aumont¹ (Aube)

Cahier des réclamations, remontrances et instructions que les habitants d'Aumont donnent à ceux d'entre eux qui seront nommés députés pour comparaître à l'assemblée de la ville de Troyes le 19 mars présent mois, pour être ledit cahier incorporé au cahier général de ladite ville de Troyes.

Lesdits habitants d'Aumont chargent leurs députés de se présenter ledit jour 19 de ce mois à ladite assemblée de la ville de Troyes et d'y déclarer :

Que lesdits habitants ne sont accablés d'impôts que parce que les ministres et leurs agents, tant dans l'administration que dans la finance, sans égard aux lois du royaume qui veulent que les Français ne puissent être taxés que de leur consentement, ont insensiblement écarté ou renversé tous les obstacles et augmenté jusqu'à l'excès, par l'effet de leur seule volonté, la charge du peuple dont ils ont dissipé le produit ;

Que, pour s'assurer à l'avenir la jouissance de leurs biens, ils veulent et entendent :

1°. Qu'aucune partie de leurs propriétés ne puisse leur être enlevée par des impôts s'ils n'ont été préalablement consentis par les États généraux du royaume composés, ainsi que le veulent la raison et la loi, des députés librement élus par tous les cantons, sans aucune exception, et chargés de leurs pouvoirs.

2°. Que, suivant les intentions du Roi manifestées dans le résultat de son Conseil du 27 décembre 1788, les ministres soient à l'avenir responsables de l'emploi de toutes les sommes levées sur le peuple.

3°. Qu'attendu que les impôts non consentis n'ont été payés jusqu'ici que par la crainte des emprisonnements arbitraires qui ont arrêté toutes les réclamations, lesdits habitants veulent et entendent que personne ne puisse être emprisonné et détenu pour aucun motif qu'en vertu des lois du royaume.

Seront tenus lesdits députés de faire insérer ladite déclaration des volontés desdits habitants dans le cahier du bailliage de Troyes ; et chargent spécialement lesdits habitants ceux qui seront élus par l'assemblée dudit bailliage de Troyes, de la faire valoir aux États généraux, et de ne consentir à la levée ou prorogation d'aucun subside avant que ladite déclaration ait été adoptée par eux et solennellement proclamée.

Leur donnent néanmoins pouvoir, sous la condition ci-dessus et non autrement, de consentira l'établissement ou prorogation des subsides que les États généraux jugeront indispensablement nécessaires aux besoins de l'État, toutes dépenses inutiles préalablement retranchées, pourvu toutefois que les impôts qui distinguent les Ordres soient supprimés et remplacés par des subsides également répartis entre tous les citoyens sans distinction ni privilèges.

Chargent en outre lesdits habitants, leurs dits députés de représenter à l'assemblée du bailliage de Troyes ;

En premier lieu :

Diminution du nombre de laboureurs. Que le nombre desdits habitants, tant en laboureurs que manouvriers, est singulièrement diminué par la surcharge des impôts, en sorte que, au lieu de six laboureurs qui existaient autrefois et qui étaient bien montés en chevaux et en équipages, il n'en reste plus que deux qui sont même dépourvus de chevaux en nombre et qualité suffisants pour donner aux

¹ Aumont jusqu'en 1790. L'Isle-Aumont aujourd'hui.

terres les façons convenables ; de manière que les terres produisent infiniment moins qu'autrefois, et elles sont même[^] hors d'état de produire comme elles le devraient pendant un grand nombre d'années, parce qu'elles se trouvent aujourd'hui énervées par la mauvaise culture qu'elles ont reçue depuis longtemps.

En deuxième lieu :

Impositions. Que le rôle de la taille monte pour 1789 à la somme de 2.352 livres 18 sols 4 deniers, savoir :

La taille..... 924 l. 10 s.
 Les accessoires de la taille.....725 l.
 La capitation et 4 sols pour livre..... 703 l. 8 s. 4 d.

Total..... 2.352 l. 18 s. 4 d.

Que, d'après une imposition locale aussi considérable, on pourrait supposer aux habitants d'Aumont des propriétés, tandis qu'il est de fait que lesdits habitants ne possèdent que la douzième partie des terres, qu'ils ont de méchantes maisons de peu de valeur, et que toutes les propriétés appartiennent à des chapitres, corps et communautés religieuses, ordre de Malte et autres corps privilégiés ; observant en outre que la plupart des impositions ci-dessus ne sont établies par aucune loi du royaume, soit qu'elles n'aient pas été consenties par la Nation ou vérifiées par les Cours, soit que le terme pour lequel elles ont été accordées est expiré depuis longtemps ; que ces impositions ont varié infiniment depuis nombre d'années, et qu'elle ont été progressivement augmentées jusqu'au taux exorbitant où elles sont portées aujourd'hui ;

Qu'indépendamment des impositions ci-dessus, lesdits habitants sont encore assujettis aux vingtièmes pour le peu de propriétés qu'ils peuvent avoir ; et qu'en outre ils supportent les impôts résultant des contrôle, insinuation et centième denier, papier timbré, marques des cuirs, des fers, des marchandises, droits d'aide dont la perception et le régime font éprouver aux pauvres habitants de la campagne des vexations inouïes, entrées de villes et tous autres droits établis sur les objets de consommation, droits singulièrement augmentés et qui s'augmentent tous les jours par des additions de sols pour livre ; en sorte que la masse de ces impositions réunies est accablante.

En troisième lieu :

Corvée. Que l'imposition de la corvée augmente la surcharge du peuple et ne présente d'avantages que pour les gros fermiers, les gros cultivateurs. Les autres n'en retirent aucune utilité et n'en ressentent que le poids, sans néanmoins que les chemins en soient mieux ²]faute de fonds suffisants pour leur entretien ; que, pour que l'imposition représentative de la corvée soit moins onéreuse et remplisse suffisamment sa destination, il est de nécessité qu'elle s'étende sur tous les ordres ³ citoyens sans aucun privilège ni distinction, c'est-à-dire qu'elle soit supportée par le Clergé, la Noblesse et partons les autres privilégiés.

En quatrième lieu :

Gros manquant ou trop bu. Que les habitants d'Aumont sont encore écrasés par un genre d'impôt qui devrait être inconnu dans un royaume tel que la France : c'est celui dénommé gros manquant ou trop bu, qui consiste à faire payer à chaque habitant comme vin vendu celui qu'il boit au delà de la quantité modique qu'on lui accorde, celui qui s'échappe des futailles, celui enfin que le propriétaire est obligé de jeter parce qu'il aura tourné par les chaleurs d'été, ce qui est inévitable à la campagne où on ne peut pas avoir de caves et où on ne peut avoir que de mauvais celliers.

En cinquième lieu :

Gabelle. Que lesdits habitants d'Aumont sont encore vexés par les contraintes qu'on leur décerne pour prendre du sel, et particulièrement par les visites que les employés des fermes se permettent

² tenus

³ des

chez tous les particuliers de la manière la plus indécente et telle qu'on se le permet à peine dans un pays ennemi.

En sixième lieu :

Assemblées provinciales et commissions intermédiaires. Que lesdits habitants d'Aumont ne peuvent s'empêcher de réclamer contre l'organisation des assemblées provinciales dont les membres n'ont point été élus par la province, et principalement contre les honoraires, appointements ou gages accordés à tous les membres des commissions intermédiaires dont l'établissement, s'il n'est pas réformé, tourne plutôt à la surcharge du peuple qu'à son soulagement.

L'intention ayant été de diminuer les frais en établissant ces assemblées, l'objet de cette institution est absolument manqué parce que les frais de cette forme d'administration se trouvent considérablement augmentés par les honoraires ou gages payés aux membres desdites commissions, tandis que leur ministère devrait être gratuit pour conserver à l'importance de leurs fonctions l'honneur et la confiance qu'un paiement d'honoraires quelconques altère toujours parce qu'il augmente la charge publique qui n'est déjà que trop forte, sauf à payer seulement les frais de bureau et les secrétaires-greffiers ;

Qu'indépendamment de la surcharge résultant des frais ci-dessus, les habitants d'Aumont ne sont point affranchis de l'administration de l'intendance et de ses accessoires, ni des frais qu'elle entraîne, ce qui fait double emploi, toujours à la surcharge du peuple.

Observent encore lesdits habitants qu'ils sont singulièrement tracassés par le conflit toujours subsistant entre l'intendance et la commission intermédiaire, en sorte que souvent ils ne savent à qui donner la préférence parce qu'ils sont également menacés de part et d'autre de contraintes et de punitions pour désobéissance.

En septième lieu :

Réformation de la justice. Lesdits habitants chargent leurs députés de solliciter à l'assemblée du bailliage de Troyes pour demander de la manière la plus pressante dans le cahier général la réformation de la justice tant civile que criminelle, s'en rapportant lesdits habitants aux lumières et à la prudence de ladite assemblée pour proposer les moyens qui lui paraîtront les plus propres pour abrégé au civil les longueurs de l'instruction et les frais qu'elle occasionne, et procurer dans les matières criminelles la défense des accusés.

Dégâts ou méfusions. Observent à leur égard lesdits habitants que, dans les contestations qui s'élèvent pour dégradations ou dommages qui se commettent dans leurs propriétés ou emblaves, les formes ordinaires entraînent de gros frais pour des objets souvent de la plus minime valeur ; et ils supplient l'assemblée d'aviser pour constater ces dommages à un genre de procédure moins dispendieux que celui qu'on a été obligé de suivre jusqu'à présent.

Jurés-priseurs. Observent lesdits habitants que l'institution des jurés-priseurs leur est préjudiciable et leur occasionne une surcharge énorme en ce que ces jurés-priseurs ne font qu'à gros frais des ventes d'un montant très peu considérable, tandis que les sergents-priseurs des seigneurs feraient à bien meilleur marché les mêmes opérations, leurs vacations étant moins considérables ; et d'ailleurs, résidant sur les lieux, il n'y a point de frais de transport. Les jurés-priseurs étendent même leurs droits jusque sur les ventes volontaires que les particuliers pouvaient auparavant faire eux-mêmes et sans frais.

Greffier de l'écritoire. Observent pareillement lesdits habitants qu'ils éprouvent encore une surcharge de la part du greffier de l'écritoire qui prétend son ministère nécessaire dans toutes les expertises qui se font à la campagne. Les vacations de ce greffier hors de son domicile sont très dispendieuses et plus du double de ce qui est dû et de ce qu'exige le greffier de la juridiction, qui ne prête même son ministère que quand les experts ne savent ni écrire ni signer ; car, quand ils ont l'usage de l'écriture, ils font et rédigent eux-mêmes leurs rapports.

Chambre de l'édit. Observent encore lesdits habitants d'Aumont qu'ils éprouvent une surcharge par l'extension donnée à la chambre de l'édit qui devrait être restreinte dans les lieux où le bailliage exerce la juridiction en première instance, et l'introduction qu'on a faite dans cette chambre d'une taxe

de frais qui excède beaucoup celle de son institution. Parce moyen, les habitants se trouvent traduits hors de leur domicile, obligés de faire de fréquents voyages à la ville, ce qui les détourne de leurs travaux et les constitue en dépenses et expose à des frais pour des objets de la plus mince valeur, sur lesquels ils étaient réglés sommairement sans frais et sans déplacement par le juge du lieu. Il est vrai que la partie qui avait perdu son procès pouvait interjeter appel, ce qui occasionne des longueurs et des frais ; mais ces appels sont si rares que la crainte de les essayer ne peut pas faire balancer l'avantage d'être jugé sur les lieux.

Jurisdiction consulaire. Observent enfin qu'ils ont les mêmes plaintes à porter relativement à la juridiction consulaire dans laquelle ils sont journellement traduits pour des objets qui ne sont pas de la compétence de cette juridiction, en leur donnant activement et passivement la qualité de marchands, qualification de style de la part des huissiers qui préfèrent de choisir la juridiction consulaire parce que leurs frais y sont taxés plus cher que dans une autre, ce qu'ils appellent mieux taxés. Par ce moyen, les habitants sont détournés de leurs travaux, constitués en frais occasionnés par les transports d'huissiers, coûts de sentences, droits de greffe qui ont lieu dans les juridictions consulaires et dont les justices des seigneurs sont affranchies.

En huitième lieu :

Milices. Se plaignent en outre lesdits habitants de la rigueur des ordonnances concernant les milices, et supplient l'assemblée générale d'insister vivement sur la nécessité d'accorder aux laboureurs un nombre de domestiques suffisant pour l'exploitation de leurs terres, l'exemption qu'on leur accorde, d'après les ordonnances actuelles, étant beaucoup insuffisante. Estiment lesdits habitants qu'il convient d'accorder à un laboureur jeune et en état de travailler un garçon par charrue, et aux laboureurs âgés et aux femmes veuves, indépendamment d'un garçon par charrue, un garçon pour veiller aux travaux.

Lesdits habitants remontent qu'il convient d'abolir ou au moins restreindre considérablement l'exemption de milice accordée aux gentilshommes, ecclésiastiques et autres privilégiés pour leurs domestiques, par la raison que cette exemption prive la plus grande partie des habitants de la campagne de leurs enfants et de leurs meilleurs ouvriers qui, pour se sous-traire au sort, se retirent chez des privilégiés, souvent dans l'intention de n'y rester que quelques mois ; mais, accoutumés à ce genre de vie et dans la crainte des milices, ils ne reviennent plus à la campagne.

En neuvième lieu :

Manufactures et fabriques. Observent lesdits habitants qu'il se répand dans la campagne des métiers de différentes espèces qui détournent de la culture des terres une multitude de personnes qui préfèrent le travail facile et lucratif sur le métier au travail fatigant et moins avantageux de la campagne.

Par ce moyen, la campagne est dégarnie d'ouvriers et ne se trouve remplie que de gens à métier qui profitent de l'avantage de la résidence à la campagne sans en supporter les charges.

Pourquoi il conviendrait d'aviser aux moyens propres à écarter tous métiers de la résidence de la campagne. Lesdits habitants pensent qu'il n'y aurait pas de moyen plus sûr que de leur imposer une taxe d'industrie assez forte pour leur faire préférer la résidence dans les villes.

En dixième lieu :

Forêt usagère. Lesdits habitants d'Aumont exposent qu'ils ont de la bienfaisance des seigneurs du marquisat d'Isle, aujourd'hui duché d'Aumont, un canton de bois à titre d'usage seulement moyennant une redevance.

Sous prétexte de réformation des forêts, la maîtrise de Troyes, fondée sur des arrêts du Conseil, s'est emparée de l'administration de cette forêt qui était auparavant soumise à la juridiction du juge-gruyeur d'Aumont.

La maîtrise, toujours fondée sur des arrêts du Conseil et des ordonnances du grand-maître, a établi sur ce canton un quart de réserve ; elle a fait faire dans les délivrances des taillis des réserves très considérables et infiniment plus fortes que celles prescrites par l'ordonnance.

Au moyen de ce quart de réserve injustement établi sur un usage et qui ne doit jamais l'être que sur une propriété, au moyen d'une réserve infiniment trop forte sur le taillis, il résulte un tort considérable.

Le premier, qui est commun et au quart en réserve et à la trop forte réserve sur taillis, c'est que les habitants qui ont eu la concession de l'usage pour bâtir et pour se chauffer, comme le titre le porte expressément, n'ont ni l'un ni l'autre. Ils n'ont et ne peuvent avoir absolument aucun bois pour bâtir, et ils n'ont pas moitié de ce qui serait nécessaire pour se chauffer.

Le second, c'est que la réserve sur taillis étant trop forte, elle nuit à la pousse du taillis ; et on sera forcé d'en demander une coupe particulière, ce qui occasionnera des frais. Et d'ailleurs, l'argent qui en proviendra sera en pure perte pour les habitants, comme le prix du quart en réserve dont il va être parlé.

Le troisième, c'est que l'usage est, pour ces coupes extraordinaires, d'en faire verser le prix entre les mains du receveur général des domaines et bois de la province, d'où il n'est jamais possible de le tirer. En effet, il y a environ vingt ou vingt-cinq ans, on a vendu le quart en réserve de la forêt usagère d'Aumont, et le prix de cette vente a été de 120.000 livres qui ont été versées entre les mains du receveur général à Chalons ; à l'exception de quelques acomptes pour frais, le reste du prix demeure au receveur, et on ne sait pas quand et comment on pourra le tirer.

Enfin, les habitants d'Aumont sont en instance au Conseil, tant avec des seigneurs qu'avec d'autres communautés tant laïques que séculières qui prétendent droit d'usage dans le même canton que celui qui leur est accordé.

Au lieu d'assignations, d'une demande de justification de titres et de défenses connues, le grand maître se transporte et dresse procès-verbal des demandes et prétentions. D'après ce procès-verbal, très long et aussi très dispendieux, (et dans l'affaire actuellement pendante au Conseil il y en a plusieurs), le Conseil juge ; il a rendu successivement trois arrêts qui ont été attaqués par la voie de l'opposition. Les habitants se sont pourvus en cassation du dernier, parce qu'il leur fait un préjudice infini et tel qu'il rend inutile pour la plupart des usagers la concession qu'on leur a faite de l'usage. Ils croient superflu de rappeler leurs griefs contre cet arrêt, et ils regardent comme suffisant de dénoncer ces faits à l'assemblée du bailliage pour qu'elle les fasse insérer dans le cahier général afin d'obtenir : 1°) la décharge du quart de réserve ; 2°) la réduction de la réserve sur taillis au taux de l'ordonnance de 1669 ; 3°) le renvoi de la contestation pendante au Conseil devant le parlement de Paris pour y être jugée dans la forme ordinaire.

En onzième lieu :

Impôt territorial. Enfin, les habitants recommandent expressément à leurs députés de représenter à l'assemblée du bailliage et de faire insérer dans le cahier dudit bailliage :

1°) Que, dans le cas où les impositions actuellement existantes seraient supprimées et qu'on leur en substituerait de nouvelles, il ne soit point établi l'impôt territorial en nature projeté par l'édit de 1787, attendu que cet impôt en nature serait absolument onéreux par les difficultés qu'il occasionnerait infailliblement, par les frais qu'entraînerait sa perception, par les risques que courraient les adjudicataires et dont ils chercheraient à se rédimier par la modicité du prix de l'adjudication ; en sorte qu'il faudrait que cet impôt fût porté à un taux exorbitant et ruineux pour que Sa Majesté pût en tirer une somme modique et infiniment moins considérable qu'une imposition même modérée en argent. D'ailleurs, cet impôt découragerait les cultivateurs qui spéculent toujours sur les productions de la terre, et ils en seraient privés par cet impôt.

Diminution des impôts actuels. 2°) Qu'ils sont hors d'état de donner aucune augmentation aux impositions actuelles ; qu'ils ont la douleur, malgré la nécessité des circonstances, d'être forcés de demander une diminution notable sur les impositions qu'ils paient aujourd'hui, diminution sans laquelle lesdits habitants se trouvent réduits à la plus haute misère et absolument dans l'impossibilité de payer les impositions actuelles, et même de se pourvoir du plus strict nécessaire pour vivre.

Répartition des impôts sur tous les Ordres. Lesdits habitants terminent ces présentes instructions en chargeant expressément leurs députés de représenter vivement à l'assemblée générale du bailliage et de la solliciter d'aviser un moyen par lequel on pourra faire parvenir à Sa Majesté la somme des

impositions d'une manière plus directe et moins dispendieuse que celle qui a été pratiquée jusqu'ici ; comme aussi de solliciter ladite assemblée générale du bailliage de représenter et de veillera ce qu'on insère dans le cahier général servant de pouvoir aux députés aux États généraux, que l'état actuel du peuple est tel qu'il lui est impossible de supporter de nouveaux impôts, qu'il est même écrasé par l'énormité de ceux qui existent et qui se multiplient sous différentes formes ; que, dans une position aussi fâcheuse, on ne peut qu'étendre sur toutes les classes des citoyens, sans aucune distinction ni privilège, les impôts actuellement existants ou ceux par lesquels on voudrait les remplacer, et que cette imposition générale et uniforme, frappant indistinctement sur les trois Ordres, soit répartie par un seul et même rôle, sans aucun privilège pour aucun des Ordres et de la même manière que se fait l'imposition des vingtièmes, pour laquelle on voit que les plus grands seigneurs comme le plus mince propriétaire sont compris dans le même rôle.

Rétablissement du duché d'Aumont dans les droits qu'il avait en 1614. Chargent, lesdits habitants d'Aumont, leurs députés de demander qu'à chaque retour périodique des États généraux, l'assemblée des paroisses du duché se tienne à Aumont même, au bailliage duquel ressortissent les paroisses qui sont dans son enclave, suivant qu'il s'est pratiqué en 1614 et lors des États généraux précédents, ce qui éviterait la dépense que doit occasionner le voyage des députés des villages à Troyes, ou au moins la diminuerait beaucoup.

Fait et arrêté par les habitants d'Aumont à eux joints ceux du hameau de Chantemerle réunis auxdits habitants d'Aumont par un seul et même rôle d'imposition, ce jeudi 12 mars 1789.